

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de Jacques Véron
(séance du lundi 5 mars 2012)

Emmanuel le Roy Ladurie : À combien évaluez-vous le réchauffement climatique du XX^e siècle, auquel vous vous êtes référé à plusieurs reprises ? Franz Mauelshagen l'estime qu'en moyenne, lors de la période 1971/2000 l'Europe a gagné par rapport aux quatre siècles du petit âge glaciaire (qui vont de 1500 à 1900) + 0,5 degré pour l'année entière, soit +1 degré environ ou peu s'en faut pour l'hiver, + 0,8 degré pour le printemps, et pratiquement rien (de l'ordre de + 0,2 degré pour l'été et pour l'automne). Hervé Le Treut, climatologue français, parle de + 0,91 degré de 1950 à nos jours. Avez-vous une idée des chiffres réels ?

Réponses : En tant que démographe, je n'ai pas de vue particulière sur l'intensité réelle du réchauffement. Je ne peux qu'envisager différents scénarios, m'interroger sur les populations qui peuvent être concernées au premier chef et étudier les réponses qu'elles sont susceptibles d'apporter aux problèmes induits par le réchauffement.

*
* *

Georges-Henri Soutou : Quelles vues a-t-on en matière d'anticipation ? On a affaire à des phénomènes naturels – même s'ils sont souvent la conséquence d'activités humaines – et, en face, des migrations qui sont, quoi qu'on en dise, la somme de décisions individuelles. Les populations sont-elles capables de tenir compte des probabilités de catastrophes que vous avez évoquées et peut-on imaginer des mouvements préventifs de migration ? Ou bien, au contraire, n'est-on capable de réagir qu'une fois les catastrophes survenues ?

Réponse : Sur cette question de l'anticipation, il convient de distinguer pays développés et pays en développement. Dans les premiers, on a souvent eu trop tendance à oublier la nature et à croire que l'on pouvait vaincre toutes les difficultés. On pris conscience qu'il fallait faire davantage attention.

Dans les pays en développement, et notamment les plus exposés, on ne dispose que d'une très étroite marge de manœuvre, voire de pas de marge du tout, parce que l'espace est entièrement occupé. Ainsi au Bangladesh, les populations les plus menacées par la montée des eaux n'ont guère de possibilités de s'installer ailleurs.

D'une façon générale, les États ne parviennent pas à mettre en place des politiques d'anticipation à grande échelle.

*
* *

Xavier Darcos : Quelle est notre capacité d'agir pour résoudre les problèmes que vous évoquez ? Vous avez décrit un triple phénomène très inquiétant :

l'augmentation globale de la population mondiale, la tendance à la constitution de mégalopoles incontrôlables et l'abandon dans lequel sont laissées de vastes régions agraires. Comment envisageriez-vous d'enrayer ce mécanisme qui semble nous mener tout droit à la catastrophe ? Par où commenceriez-vous si vous deviez décider d'amorcer une réponse utile ?

Réponse : À propos de l'augmentation démographique, permettez-moi de faire une remarque incidente. La Chine et l'Inde sont deux pays qui ont connu une croissance démographique considérable et qui comptent chacun plus d'un milliard d'habitants. L'Inde, qui a mené une politique de population dès le début des années 1950, reste à un niveau de fécondité relativement élevé, particulièrement dans les provinces du Nord. La Chine en revanche, qui a commencé beaucoup plus tardivement, est parvenue à infléchir les courbes tendanciennes. On voit à ces deux exemples que la réduction de la pression démographique est dépendante de très nombreux facteurs et qu'il n'est guère possible de proposer des solutions universelles et toujours efficaces.

Je reste partagé sur le problème de l'urbanisation. Certes les grandes villes consomment beaucoup d'énergie, confisquent des terrains à l'agriculture, accroissent la mobilité des populations, mais elles permettent aussi, par la concentration de populations, d'éviter que celles-ci ne s'étalent sur tout le territoire disponible.

En ce qui concerne le partage des terres, on sait que des conflits parfois violents éclatent, notamment quand est programmée une implantation industrielle. À l'échelle mondiale, on peut déplorer que l'on ait, dans une période récente, trop peu considéré l'agriculture. Nous en payons aujourd'hui les conséquences. Sans doute peut-on se féliciter d'avoir accompli les révolutions vertes qui ont permis à des pays comme l'Inde, le Mexique, le Vietnam... d'augmenter leur production agricole dans des proportions considérables, mais on sait aujourd'hui que l'expérience n'est pas renouvelable.

*
* *

Michel Pébereau : Existe-t-il, au niveau international, des tentatives de régulation de la natalité, telles qu'il y en a dans bien d'autres domaines, finance, pêche, droit, etc. ?

Dispose-t-on d'études qui permettent d'analyser les conséquences, en matière de besoins alimentaires, des évolutions démographiques prévues aujourd'hui, à échéance des cinquante prochaines années ? À votre connaissance, l'alimentation de la population est-elle compatible avec des politiques restrictives sur l'utilisation des OGM ?

Ma troisième question est une question de Béotien. Y a-t-il eu, dans le passé des migrations internationales organisées par des accords ou des traités ? Je pense particulièrement aux conséquences qu'a peut-être eues le déplacement de la frontière allemande orientale sur la ligne Oder-Neisse ou encore aux conséquences de la partition de l'empire indien.

Réponse : La régulation de la fécondité a fait l'objet de débats animés dans de nombreux pays et, à l'échelle mondiale, dans le cadre des Nations Unies. Il faut noter que les partisans de la régulation n'étaient pas tous animés par les mêmes

motifs. Certains, se réclamant du malthusianisme classique, se souciaient avant tout d'un déséquilibre prévisible entre population et subsistance. D'autres, essentiellement des féministes, considéraient que, les femmes devant pouvoir disposer librement de leur corps, elles seraient sensibles à des mesures leur permettant de ne plus être des machines à enfanter. D'autres, enfin, que l'on peut qualifier d'eugénistes, estimaient qu'il convenait de gérer la qualité de la population plutôt que la quantité, par l'éducation, l'hygiène, etc.

Plusieurs grandes conférences sur le sujet de la régulation de la fécondité se sont tenues. On se souvient peut-être de la conférence de Bucarest en 1974, qui avait eu pour slogan : « Le développement est le meilleur moyen contraceptif ». Les pays en développement s'étaient alors violemment opposés à la demande des États-Unis, qui voulaient d'abord une baisse de la natalité afin de ne pas compromettre le développement, alors qu'eux arguaient au contraire que la fécondité baisserait d'elle-même une fois le développement réalisé. Aucun accord n'ayant pu être trouvé au niveau international, chaque pays a mené sa propre politique.

En ce qui concerne les migrations à la suite de traités, il m'est possible de vous confirmer qu'il y a eu d'importants mouvements de population au moment de l'indépendance indienne, selon l'appartenance confessionnelle des uns et des autres. Les musulmans ont été très nombreux à émigrer vers le Pakistan et, inversement, les Hindous vers l'Inde. Il faut toutefois noter que ces mouvements massifs n'ont pas été organisés.

Pour ce qui est des possibilités d'alimenter la population dans les décennies à venir, je vous renverrai à l'ouvrage *9 milliards d'hommes à nourrir – un défi pour demain*, dans lequel Marion Guillou, tout en adoptant une position modérée sur les OGM, estime qu'il sera possible, moyennant quelques changements d'habitude et une lutte farouche contre les gaspillages, de nourrir 9 milliards d'hommes à l'horizon 2050.

*
* *

Jean-Robert Pitte : Préfigurant ce que dit Marion Guillou, Joseph Klatzmann a écrit, en 1975, *Nourrir dix milliards d'hommes*, un livre éminemment optimiste.

Par ailleurs, la baisse de la fécondité passe évidemment par l'éducation. L'ignorance est une arme de destruction massive et seule l'éducation des femmes autant que des hommes est à même de permettre à l'humanité de se préparer un avenir.

Ne pensez-vous pas qu'il faudrait davantage croire en l'homme aujourd'hui qu'on ne le fait habituellement ? Les discours que l'on entend trop dans les réunions internationales sont généralement pessimistes. Sans doute les XIX^e et XX^e siècles ont-ils été trop prométhéens et animés par l'illusion que l'homme pouvait tout accomplir. Certes, la population mondiale a été multipliée par cinq ou six en deux siècles, mais on vit presque partout plus vieux et en meilleure santé. D'une façon générale, il me semble que l'évolution des techniques a toujours été au moins aussi rapide que celle de l'environnement, ce que l'on peut constater dès la préhistoire. En octobre dernier, l'ex-président des Maldives, s'exprimant à Paris, s'est exclamé : « On ne négocie pas avec la nature ». C'est là une belle formule, mais parfaitement fautive. L'histoire de l'humanité a en effet toujours été une négociation pied à pied avec la nature et une

négociation dont l'homme est toujours sorti vainqueur, une fois passés les épisodes de crise.

On parle du réchauffement climatique actuel, mais LE grand réchauffement climatique s'est produit à la fin des glaciations. Il a commencé il y a quinze mille ans et s'est terminé il y a quelques millénaires. Son principal effet a été de permettre l'invention de l'agriculture, c'est-à-dire la révolution néolithique. Nous sommes aujourd'hui dans une nouvelle phase de défis et je ne doute pas que l'inventivité humaine permettra de les relever avec succès.

Réponse d'Isabelle Attané : On est en droit d'être optimiste. Néanmoins, il est un problème de plus en plus prégnant auquel l'humanité est confrontée. C'est celui de l'accroissement des inégalités, au sein de chaque pays mais aussi entre les pays. Un exemple frappant nous est donné par l'achat de terres africaines par des Chinois, où des paysans chinois produisent des légumes destinés au marché chinois. Cela peut permettre aux Chinois de s'en sortir, mais certainement pas aux Africains.

Réponse de Jacques Véron : Je suis d'accord avec vous sur l'optimisme. D'ailleurs, si l'on s'intéresse, comme c'est mon cas, au développement, il est nécessaire d'être optimiste. Dire que tout sera catastrophique dans l'avenir ne mène à rien.

Quant à l'éducation, elle constitue effectivement la variable fondamentale. Le Kerala, qui a réussi à donner un bon niveau d'éducation aux femmes, a connu une baisse de la fécondité très rapide et très marquée, à la différence des provinces du nord de l'Inde, qui n'ont pas permis aux femmes d'accéder au même niveau d'éducation.

*
* *

André Vacheron : Vous avez évoqué le rôle délétère de l'environnement sur les mouvements de population. Mais l'environnement peut également avoir des effets bénéfiques. La Guyane nous en fournit une illustration. La République française a fait venir en 1977 dans ce département des centaines de Hmongs du Laos qu'ils fuyaient en raison des persécutions des communistes. Leur accueil s'est inscrit dans le plan « vert » initié par le Secrétaire d'Etat aux DOM TOM de l'époque Olivier Stirn. L'activité économique de la Guyane était alors misérable. Installés dans plusieurs villages, dotés de matériel agricole, ils ont défriché les terres et produisent aujourd'hui l'essentiel de la consommation guyanaise en fruits et légumes. Là, le résultat est positif à la fois pour le migrant et pour les autochtones.

Réponse : Vous avez parfaitement raison et sans doute aurais-je pu citer le phénomène encourageant que vous venez de rappeler.

*
* *

Marianne Bastid-Bruguière : Vous avez écarté, au début de votre exposé, l'étude spécifique du mouvement nord-sud en expliquant qu'étaient plus importants les mouvements à l'intérieur même des continents. Néanmoins, pourriez-vous nous dire quelle est l'incidence du changement climatique sur le mouvement nord-sud ?

Lors de catastrophes, que ce soit aux États-Unis ou au Bangladesh, on observe que ceux qui restent sont les plus pauvres. C'est là un phénomène nouveau car autrefois, c'étaient les plus pauvres qui partaient. Que sait-on actuellement de ces populations pauvres qui restent après les catastrophes ? Dispose-t-on d'un suivi à leur sujet ?

Comment suit-on les retours et les migrations permanentes ? De quels outils dispose-t-on ? L'Organisation internationale des migrations suffit-elle à fournir des informations précises ?

Dans les mouvements migratoires que vous avez décrits, quelle est la proportion des mouvements transfrontaliers ?

Réponse : Je ne pense pas que l'accélération des mouvements migratoires soit, à l'heure actuelle, à mettre en rapport avec le changement climatique. Les migrations reposent aujourd'hui sur des réseaux qui les encouragent. Elles ne sont pas dues au dérèglement climatique.

Sur les pauvres après les catastrophes, on observe deux phénomènes : d'une part, ils partent moins que les riches ; d'autre part, ceux qui partent reviennent plus que les riches. On l'a vu clairement à la Nouvelle Orléans, mais en général, on ne dispose que de peu de données fiables et les estimations sont souvent approximatives.

La mesure théorique de la migration s'effectue en fait à travers le recensement et la réponse à la question sur le lieu de naissance. Mais, il est impossible d'établir à partir de là un lien avec la date et la nature des flux migratoires.

En ce qui concerne les mouvements transfrontaliers, on trouve, par exemple, au Bangladesh une migration de travail assez importante vers l'Inde du Nord. Mais là encore, on ne dispose pas de données précises, chiffrées. Tous ces phénomènes sont en fait assez mal connus dans la mesure où il n'en existe pas d'enregistrement au niveau international et rarement au niveau national.

*

* *